

***B. PROJET DE CONTRAT ET CONDITIONS  
PARTICULIÈRES INCLUANT LES ANNEXES***

PROJET DE CONTRAT

# **PROJET DE CONTRAT**

## **CONTRAT DE FOURNITURES**

### **POUR LES ACTIONS EXTÉRIEURES DE L'UNION EUROPÉENNE**

**N° ESM/AO/19/562**

**FINANCE PAR LE BUDGET GENERAL DE L'UNION EUROPEENNE**

La Mission EUCAP Sahel Mali, Sébénikoro, Route Nationale 5, Cité Mali Univers BPE 2953, Bamako, Mali, représentée par son Chef de Mission, Monsieur Philippe Rio, ci –après dénommée « EUCAP Sahel Mali»

(le «pouvoir adjudicateur»),

d'une part,

et

<Denomination officielle complète du contractant>

[<Forme juridique/titre>]<sup>1</sup>

[<N° d'enregistrement légal>]<sup>2</sup>

<Adresse officielle complète>

[<N° de TVA>]<sup>3</sup>, (le «contractant»)

d'autre part,

il est convenu ce qui suit:

#### **INTITULÉ DU MARCHÉ**

#### **Contrat de fourniture de bateaux au profit de la mission EUCAP Sahel Mali à Bamako, Mali**

**Numéro d'identification ESM/AO/19/562**

#### **Article 1      Objet**

- 1.1 L'objet du marché est la fourniture de deux bateaux au profit de la mission EUCAP Sahel Mali à Bamako, Mali, ainsi qu'une formation au pilotage d'une semaine pour 20 personnes. Le délai de livraison est de 120 jours maximum à partir de la date de signature du contrat par la deuxième partie. Les conditions de livraison sont INCOTERMS DDP<sup>4</sup>. La formation au pilotage devra être délivrée dans les 30 jours suivant la livraison des bateaux.

<sup>1</sup> Si le contractant est une personne physique.

<sup>2</sup> Si applicable. Pour les personnes physiques, mentionner le numéro de leur carte d'identité, de leur passeport ou d'un document équivalent.

<sup>3</sup> Sauf si le contractant n'a pas de numéro de TVA.

<sup>4</sup> DDP (Delivered Duty Paid = Rendu droits acquittés - Incoterms 2010 Chambre Internationale du Commerce - <http://www.iccwbo.org/incoterms/>

- 1.2 Le contractant doit se conformer strictement aux stipulations des conditions particulières et à l'annexe technique.

## **Article 2 Origine**

La règle d'origine des biens est définie à l'article 10 des conditions particulières.

## **Article 3 Prix**

- 3.1 Le prix des biens est celui figurant dans le modèle d'offre financière (annexe IV). Le montant total maximum du marché est de <insérer le prix> [EUR] en chiffres et en lettres
- 3.2 Les paiements seront effectués conformément aux dispositions des conditions générales et/ou des conditions particulières (articles 26 à 28).

**INDIQUER ICI SI UNE REMISE EST OFFERTE**

## **Article 4 Ordre hiérarchique des documents contractuels**

Les documents suivants sont considérés comme faisant partie intégrante du présent marché dans l'ordre hiérarchique suivant:

- le présent contrat;
- les conditions particulières;
- les conditions générales (annexe I);
- les spécifications techniques (annexe II), [incluant les clarifications demandées avant la date limite de soumission des offres et les minutes des réunions d'information ou de la visite du site];
- l'offre technique (annexe III [incluant les clarifications faites par le soumissionnaire pendant la procédure d'évaluation des offres]);
- la décomposition du budget (annexe IV);
- [les formulaires spécifiques ou documents pertinents (annexe V)].

Les différents documents constituant le marché doivent être considérés comme mutuellement explicites; en cas d'ambiguïtés ou de divergences, ces documents seront appliqués selon l'ordre hiérarchique ci-dessus.

## **Article 5 Autres conditions particulières applicables au contrat**

Aux fins de l'article 44 des conditions générales,

- (a) Le responsable du traitement des données est le service Achats de la mission.
- (b) La déclaration de confidentialité est disponible à l'adresse suivante: [http://ec.europa.eu/europeaid/prag/annexes.do?chapterTitleCode=A.\]](http://ec.europa.eu/europeaid/prag/annexes.do?chapterTitleCode=A.)

Le contractant déclare avoir préalablement reçu et pris connaissance des conditions générales du contrat et les accepte sans réserve.

Fait en français en trois exemplaires originaux, deux originaux remis au pouvoir adjudicateur, et un original remis au contractant.

**Pour le contractant**

Nom:

Titre:

Signature:

Date:

**Pour le pouvoir adjudicateur**

Nom: Philippe RIO

Titre: Chef de Mission

Signature:

Date:

PROJET DE CONTRAT

## ***CONDITIONS PARTICULIÈRES***

### **TABLE DES MATIÈRES**

Les présentes conditions particulières précisent et complètent, au besoin, les dispositions des conditions générales applicables au marché. Sauf si les conditions particulières en disposent autrement, les dispositions des conditions générales susmentionnées demeurent pleinement applicables. La numérotation des articles des conditions particulières n'est pas consécutive et suit la numérotation des articles des conditions générales. À titre exceptionnel et avec l'autorisation des services compétents de la Commission, d'autres clauses peuvent être introduites pour couvrir des situations particulières.

#### **Article 2 Langue du marché**

2.1 La langue utilisée est le français.

#### **Article 4 Communications**

##### **4.1 Pour le Pouvoir Adjudicateur**

<b>Nom:</b>	
<b>Adresse:</b>	
<b>Téléphone:</b>	
<b>e-mail:</b>	

##### **Pour le Contractant:**

<b>Nom:</b>	
<b>Adresse:</b>	
<b>Téléphone:</b>	
<b>e-mail:</b>	

4.2 Le pouvoir adjudicateur et le contractant utilisent un système électronique à toutes les étapes de l'exécution du marché, y compris, notamment, pour la gestion du marché (modifications et ordres de service), l'élaboration des rapports (y compris sur les résultats) et les paiements. Le contractant est tenu de s'inscrire sur le système d'échange électronique approprié et d'en faire usage pour assurer la gestion électronique du marché.

La gestion électronique du contrat via le système susmentionné peut débuter à la date du début de la mise en œuvre du contrat, comme décrit à l'article 18 ci-dessous, ou à une date ultérieure. Dans ce dernier cas, le pouvoir adjudicateur informe le contractant par écrit de son obligation d'utiliser le système électronique pour toutes les communications dans un délai maximal de trois mois.

#### **Article 10 Origine**

10.1 La règle d'origine n'est pas applicable au présent contrat.

#### **Article 11 Garantie de bonne exécution**

11.1 Aucune garantie de bonne exécution n'est exigée.

#### **Article 16 Régime fiscal et douanier**

- 16.1 En matière de taxes et de droits de douanes, les dispositions applicables sont les suivantes:

Conformément à l'accord entre l'Union Européenne et la République du Mali relatif au statut de la Mission, EUCAP Sahel Mali est exemptée de tous impôts, taxes (y-compris la TVA) et autres droits similaires nationaux, régionaux ou communaux au titre des biens achetés et importés, des services rendus et des installations utilisées par elle pour les besoins de la mission.

Les conditions de livraison sont DDP.

## **Article 19 Période de mise en œuvre des tâches**

- 19.1 Le délai de livraison est de 120 jours maximum à partir de la date de signature du contrat par la deuxième partie. La formation au pilotage devra être délivrée dans les 30 jours suivant la livraison des bateaux.
- 19.2 Le Pouvoir Adjudicateur peut, en complément des dispositions relatives à la résiliation du contrat définies dans les Conditions Générales, mettre fin à tout ou partie de ce contrat, si le mandat du Pouvoir Adjudicateur n'était pas prolongé et/ou en cas de contraintes budgétaires pouvant affecter le financement de ce projet. En cas de résiliation pour les raisons notées ci-dessus, le Contractant ne sera pas autorisé à réclamer une indemnité pour le préjudice subi, à l'exception des sommes qui lui sont dues pour les tâches déjà exécutées.

## **Article 26 Principes généraux des paiements**

- 26.1 Les paiements sont effectués en EUROS.  
Les paiements sont autorisés par le gestionnaire de projet et effectués par le service Finance de la mission.
- 26.3 Par dérogation aux conditions générales, les paiements sont effectués dans les 30 jours à compter de l'enregistrement par le pouvoir adjudicateur d'une facture recevable.
- 26.5 En vue d'obtenir les paiements, le contractant doit introduire auprès de l'autorité visée au paragraphe 26.1 ci-dessus:
- En vue d'obtenir les paiements, le contractant doit introduire auprès de l'autorité visée au paragraphe 26.1 ci-dessus:
  - Pour le préfinancement de 40%, une demande de préfinancement du montant correspondant, accompagnée d'une garantie de préfinancement.
  - Pour le paiement du solde de 60 %, la (les) facture(s) en 3 exemplaires, ainsi que la demande de réception provisoire des fournitures.
- 26.9 Les prix sont fermes et non révisables.

## **Article 28 Retards de paiement**

- 28.2 Par dérogation à l'article 28.2 des conditions générales, à l'expiration du délai prévu à l'article 26.3, il est versé au contractant des intérêts de retard s'il en fait la demande au taux et pour la période visés aux conditions générales. La demande doit être soumise dans les deux mois suivant la date du paiement tardif.

## **Article 29 Livraison**

- 29.3 Les emballages deviennent la propriété du bénéficiaire, sous réserve de respecter l'environnement.
- 29.5/6/7 Avant l'envoi des colis, merci de bien vouloir contacter notre service logistique à l'adresse mail suivante : [assetMgt@eucap-sahel-mali.eu](mailto:assetMgt@eucap-sahel-mali.eu) afin de leur fournir la packing

*list, LTA/AWB/ Bill of Landing, facture et tout autre document pertinent permettant la bonne réception des fournitures à livrer (notamment par exemple en cas de produits particuliers tel que HAZMAT, ou certificat d'utilisateur final).*

### **Article 31 Réception provisoire**

Pour la réception provisoire, il y a lieu d'utiliser le certificat de l'annexe C11.

31.2. Par dérogation, le contractant peut demander, par notification adressée au gestionnaire du projet, l'établissement d'un certificat de réception provisoire lorsque les fournitures sont prêtes pour la réception provisoire. Dans un délai de 45 jours à compter de la réception de la demande du contractant, le gestionnaire du projet:

- établit le certificat de réception provisoire à l'intention du contractant, avec copie au pouvoir adjudicateur, en indiquant, le cas échéant, ses réserves et notamment la date à laquelle, à son avis, les fournitures ont été achevées conformément au marché et étaient prêtes pour la réception provisoire; ou
- rejette la demande en motivant sa décision et en spécifiant les mesures, qui, à son avis, doivent être prises par le contractant en vue de la délivrance du certificat.

Le délai de délivrance du certificat de réception provisoire par le pouvoir adjudicateur au contractant n'est pas réputé inclus dans le délai de paiement indiqué à l'article 26.3

### **Article 32 Obligations au titre de la garantie**

32.6 Le titulaire garantit que toutes les fournitures sont exemptes de vices résultant de leur conception, des matériaux utilisés ou de leur ouvraison.

32.7 Cette garantie demeure valable pendant 365 jours à compter de la réception provisoire.

### **Article 40 Règlement des différends**

40.4 Tout différend survenant dans l'exécution du présent contrat et qui ne peut être réglé d'une autre manière sera soumis à la procédure de règlement des différends prévue à l'article 15, paragraphes 3 et 4, de l'Accord entre l'Union Européenne et la République du Mali relatif au Statut de la Mission PSDC de l'Union européenne au Mali du 31 octobre 2014.

### **Article 44 Protection des données**

1. Le traitement des données à caractère personnel relatives à l'exécution du marché par le pouvoir adjudicateur a lieu conformément à la législation nationale de l'État du pouvoir adjudicateur et aux dispositions de la convention de financement correspondante.

2. Dans la mesure où le marché couvre une action financée par l'Union européenne, le pouvoir adjudicateur peut partager avec la Commission européenne des communications relatives à l'exécution du contrat. Ces échanges sont effectués avec la Commission dans le seul but de permettre à cette dernière d'exercer ses droits et obligations au titre du cadre législatif applicable et de la convention de financement avec le pays partenaire — pouvoir adjudicateur. Les échanges peuvent comprendre des transferts de données à caractère personnel (telles que des noms, des coordonnées, des signatures et des CV) des personnes physiques participant à l'exécution du contrat (telles que les contractants, le personnel, les experts, les stagiaires, les sous-traitants, les assureurs, les garants, les auditeurs et les conseillers juridiques). Dans les cas où le contractant traite des données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du contrat, il informe les personnes concernées de la transmission éventuelle de leurs données à la Commission. Lorsque des données à caractère personnel sont transmises à la Commission, celle-ci les traite conformément au règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des

personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE<sup>5</sup> et conformément à la déclaration de confidentialité spécifique publiée dans l'ePRAG

\* \* \*

PROJET DE CONTRAT

---

<sup>5</sup>JO L 205 du 21.11.2018, p. 39.